



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71321 CHALON-SUR-SAONE Cedex

Le 24 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALSPAR FRANCE CORPORATION - PACKAGING

14 rue Chanay
71700 Tournus

Références : CO/MV/2023/C_048
Code AIOT : 0100000397

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2023 dans l'établissement VALSPAR FRANCE CORPORATION - PACKAGING implanté Rue Maurice Bouvet 71700 Tournus. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALSPAR FRANCE CORPORATION - PACKAGING
- Rue Maurice Bouvet 71700 Tournus
- Code AIOT : 0100000397
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui
- Installation de production de résine destinée au contact alimentaire.

Thème de la visite : Surveillance et évaluation de la qualité de l'air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Réglementation IED	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 1.2.2.	Sans objet
4	Surveillance des émissions par bilan	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 2.4.4	Sans objet
6	Émissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 2.2.4	Sans objet
7	Surveillance des émissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 2.4.3	Sans objet
8	Valeurs limites en concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 2.2.3	Sans objet
12	Déchets produits par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 6.2	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Implantation de l'installation	Arrêté Ministériel du 11/11/2008, article 4.8	Sans objet
2	Aménagement de l'installation	AM du 10/11/2018, article 2.4.2	Sans objet
5	Inventaire des effluents aqueux et gazeux	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 1.10.	Sans objet
9	VLE eaux déminéralisation, vannes et pluvielles propres (rejet n°1)	Arrêté Préfectoral du 11/01/2021, article 4.3.91	Sans objet
10	VLE des eaux pluvielles de toiture et de voirie (rejet n°2)	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 3.3.1	Sans objet
11	Origine et réglementation des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 3.1.1	Sans objet
13	Recueil écoulements pollués et confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 9.1.5.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est globalement bien tenue durant la phase de chantier de la nouvelle unité V70. Il est néanmoins observé certains manquements au regard de la surveillance et de l'analyse des émissions dans l'air tel que l'absence d'un point de prélèvement au droit des événements de l'unité pilote de l'installation où sont exercées les activités de R&D de l'entreprise.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Implantation de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/11/2008, article 4.8
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage matière dangereuse
Prescription contrôlée : La cellule ou l'aire de stockage est affectée uniquement au stockage des peroxydes organiques et des substances ou mélanges autoréactifs. En cas d'incompatibilité entre les produits stockés, la cellule ou l'aire de stockage est conçue de façon à éviter tout contact entre ces produits en situation normale et dégradée (perçement d'un contenant, produit répandu accidentellement, etc.). [...]

<p>L'introduction dans un lieu de stockage de peroxydes organiques ou de substances ou mélanges autoréactifs s'effectue de façon à éviter une décomposition auto-accélérée par effet thermique.</p> <p>Des dispositions sont mises en œuvre afin d'éviter tout risque d'introduction dans une cellule ou sur une aire de stockage d'une substance ou préparation dont la température est supérieure à T2. Le cas échéant, la substance ou préparation est stabilisée par tout moyen approprié.</p>
<p>Observation :</p> <p>Le peroxyde organique est stocké au sein de 3 cellules séparées par des murs coupe feu. La substance en phase aqueuse est stockée dans un caisson isolé, un thermomètre permet de suivre la température de cette dernière. Par ailleurs la cellule n° 3 inspectée présente un capteur de température relié au système de supervision et est également munie d'un thermomètre à mercure.</p> <p>Lors de l'inspection du 8 avril 2021, il avait été relevé : « Des peroxydes organiques liquides, utilisés par le laboratoire de recherche, sont également stockés, dans un réfrigérateur, à l'intérieur du bâtiment de production (2 bidons de 25 kg, un flacon d'un litre, un pot de 3 litres). Sont stockés là des peroxydes organiques dont la température de décomposition auto-accélérée aurait induit une diminution des températures d'alertes pour le contrôle des cellules de stockage du dépôt.</p> <p>Le stockage des peroxydes organique n'est pas réalisé en totalité dans le bâtiment dédié »</p> <p>Les appareils frigorifiques qui contenaient le peroxyde dans le magasin abritant les diverses utilités du site (automate, système de refroidissement, etc.) ont effectivement été déplacés, de sorte que cette substance est désormais uniquement stockée dans les cellules prévues à cet effet. Ce point est donc considéré comme soldé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Aménagement de l'installation

<p>Référence réglementaire : AM du 10/11/2018, article 2.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Stockage matière dangereuse</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cas où une cellule est installée dans un bâtiment non dédié uniquement au stockage de peroxydes organiques ou de substances ou mélanges autoréactifs, lorsque des ouvertures sont pratiquées dans les murs ou la porte de la cellule, elles sont munies de grilles pare-flammes et construites en chicane.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le local de dépôt des peroxydes, au droit du mur en fond de cellule, ne comporte pas de grille pare-flammes le jour de la visite d'inspection.</p> <p>Ayant déjà contacté des fournisseurs, l'agent de maintenance des équipements évoque des problématiques d'approvisionnement pour ce type de grille.</p> <p>Néanmoins par courriel en date du 7/12/2023, l'exploitant a apporté les devis pour le remplacement de ces grilles par des grilles pare-flamme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N° 3 : Réglementation IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.515-70
Thème(s) : Risques chroniques, IED
Prescription contrôlée : I. - Dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale mentionnées à l'article R. 515-61 : - les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles, et en tenant compte, le cas échéant, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-5. Elles sont, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 ; - ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions.
Constats : L'exploitant indique un retard dans la remise de son dossier de réexamen au titre du BREF WGC. Ce dernier ne pourra être remis avant février 2024 alors que l'échéance réglementaire est fixée en décembre 2023. L'exploitant indique que l'organisme APAVE en charge du dossier accuse des retards dans les délais de transmission car la demande a été réalisée en mai 2023. Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel en date du 06/12/2023 un mail d'échange avec la société APAVE en date du 24/04/2023 demandant un devis pour la remise d'un rapport de réexamen.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Surveillance des émissions par bilan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 2.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, PGS
Prescription contrôlée : L'exploitant établit le bilan des émissions suivantes : - Paramètre : COVnm [...] - Fréquence : annuelle
Constats : Le dernier plan de gestion des solvants simplifié établi par l'exploitant a été réalisé pour l'année 2022. Ce dernier ne contient néanmoins pas les termes O1 et O4 liés respectivement aux rejets canalisés et diffus. Il s'agit d'une non conformité . Lors de la mise en service de l'unité V70 l'exploitant veillera à compléter le plan de gestion avec les données manquantes, et en particulier les rejets canalisés incluant l'unité pilote de l'installation. Ce dernier point est évoqué dans la suite du présent rapport.
Observation : Il est rappelé à l'exploitant que l'application de la directive IED via le BREF WGC rendra caduque cette prescription. Il sera effectivement demandé à compter de décembre 2026 : - une mesure à chaque émissaire canalisé, - un bilan massique des COV.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Inventaire des effluents aqueux et gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 1.10.
Thème(s) : Risques chroniques, Inventaire polluants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de faciliter la réduction des émissions dans l'eau et dans l'air et la diminution de la consommation d'eau, l'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental prescrit à l'article 1.9, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux qui présente toutes les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- les informations sur les procédés de production chimiques, y compris- les équations des réactions chimiques, faisant également apparaître les coproduits ;- les schémas simplifiés des procédés indiquant l'origine des émissions ;- la description des techniques intégrées au procédé et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source avec indication de leurs performances;- les informations aussi complètes que possible sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment :- les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ;- les valeurs moyennes de concentration et de charge des polluants/paramètres pertinents (par exemple, DCO/COT, composés azotés, phosphore, métaux, sels, certains composés organiques) et variabilité de ces valeurs ;- les données relatives à la biodégradabilité ;- les informations aussi complètes que possible sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, notamment :- les valeurs moyennes et variabilité du débit et de la température ;- les valeurs moyennes de concentration et de charge des polluants pour les paramètres pertinents (par exemple COV, CO, NO, bisphénol A, hydroquinone) et variabilité de ces valeurs;- l'inflammabilité, limites inférieure et supérieure d'explosivité, réactivité ;- la présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été mesure de retrouver ces informations au sein de plusieurs documents synthétisant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les différentes étapes du procédé,- les réactions chimiques,- la nature des effluents.
<p>Observations :</p> <p>Pour le moment ces pièces ne contiennent pas d'informations détaillées relatives aux valeurs moyennes des concentrations de polluant dans les différents type d'effluent. Le suivi de certains paramètres n'étant pas effectué avant la mise en place de la nouvelle unité V70, le présent constat est considéré comme étant une simple observation. L'exploitant veillera néanmoins à mettre à disposition ces informations lors de la mise en place de la nouvelle unité V70.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 2.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Solvant

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le flux annuel d'émissions diffuses de composés organiques volatils non méthaniques ne dépasse pas 3 % de la consommation annuelle de solvant. L'exploitant met en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un programme d'évaluation et de mesure des émissions et pertes diffuses afin de classer les composés par type, conditions d'exploitation et procédé, en vue de déterminer ceux qui sont les plus susceptibles de donner lieu à des pertes fugitives ; - un programme de surveillance-détection des fuites et de maintenance des équipements et de réparation des fuites qui s'appuie sur le programme prévu au point 1 ci-avant. <p>L'exploitant peut établir un zonage des équipements à risques afin d'optimiser sa surveillance et sa maintenance.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'unité existante ECODEX ne fait pour l'instant pas l'objet d'un suivi des émissions diffuses. Il s'agit d'une non conformité.</p> <p>Il est rappelé qu'une méthodologie spécifique est détaillée dans la MTD n°19 des CCL MTD WGC afin d'encadrer la surveillance des émissions diffuses fugitives ou autre. L'exploitant indique néanmoins s'être procuré un dispositif PID et utilise des canalisations continues en minimisant le nombre de raccords.</p> <p>L'exploitant veillera à mettre au point un plan d'action permettant d'effectuer le suivi des émissions diffuses conformément à l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 7 : Surveillance des émissions diffuses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 2.4.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Solvant</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance des émissions diffuses en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettant en œuvre un programme d'évaluation et de mesure des émissions et pertes diffuses afin de classer les composés par type, conditions d'exploitation et procédé, en vue de déterminer ceux qui sont les plus susceptibles de donner lieu à des pertes fugitives ; - mettant en place Un programme préventif de surveillance - détection des fuites et de maintenance des équipements et de réparation des fuites qui s'appuie sur le programme prévu au point 1 ci-avant. L'exploitant peut établir un zonage des équipements à risques afin d'optimiser sa surveillance et sa maintenance ; - surveillant périodiquement les émissions atmosphériques diffuses de COV en provenance des sources pertinentes au moyen d'une combinaison appropriée des techniques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - méthodes par reniflage (par exemple au moyen d'instruments portables conformément à la norme EN 15446), associées à des courbes de corrélation pour les équipements clés ; - méthodes de détection des gaz par imagerie optique ; - calcul des émissions sur la base des facteurs d'émission, validé une fois tous les cinq ans par des mesures. Le cas échéant, la première mesure de validation est réalisée dans l'année qui suit la mise en service de l'unité V70. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant explique que cette surveillance sera mise en place à compter de la mise en place de la nouvelle unité V70.</p>

Il est néanmoins rappelé que ce point est d'ores et déjà applicable à l'installation ECODEX existante. Il s'agit d'une non-conformité .
L'exploitant veillera à mettre une telle surveillance en place à compter de la mise en place de l'unité V70 afin de surveiller les émissions globales du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Valeurs limites en concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Valeurs limites en concentrations dans les rejets atmosphériques/Valeurs limites en flux de polluants rejetés pour les émissions canalisées :</p> <p>Conduit n° 1 - aspiration hall ZB :</p> <p>Poussières : 100 mg/Nm³</p> <p>PM10 : 40 mg/Nm³</p> <p>PM2.5 : 25 mg/Nm³</p>
<p>Constats :</p> <p>Les analyses des effluents gazeux ont été transmis en amont de la visite d'inspection. Ces dernières datent de 2017 et présentent les mesures des paramètres COV totaux et COV non méthanique. L'arrêté préfectoral du 18/05/2022 prescrit une fréquence annuelle de surveillance au droit du point de prélèvement n° 1 (conduit d'aspiration du hall ZB en sortie du dépoussiéreur). Il s'agit d'une non conformité.</p> <p>Le site dispose de 4 points de rejets canalisés des effluents gazeux pourvus de trappes de prélèvement afin de mesurer la teneur en polluant et notamment en COV. Il est observé le jour de la visite que l'exploitant n'est pas en mesure de déterminer si l'un des événements relie la partie pilote de l'unité ECODEX, partie intégrante de la partie R&D de l'entreprise. Par mail en date du 16/11/2023, l'exploitant indique que la partie pilote de l'installation ne fait l'objet d'aucune analyse des rejets (absence d'un point de prélèvement).</p> <p>Par ailleurs si l'on prend les résultats du rapport d'analyse de 2017 pour le point de prélèvement sur l'évent E4, les concentrations mesurées en COVt sont égales en moyenne à 1767 mgC/Nm³. Les CCL MTD WGC prescrivent des VLE au maximum égal à 110 mg/Nm³ (et même inférieur en sortie d'un système de traitement dédié).</p> <p>L'attention de l'exploitant est attirée sur la nécessité d'inclure dans le dossier de réexamen IED :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le suivi de l'ensemble des points de rejets en incluant l'installation « pilote » ; - les moyens permettant le respect à venir des valeurs limites d'émissions, en COVt notamment, au droit de ces points de rejets. Dans le cas contraire une demande de dérogation devra être effectuée.
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant veillera à réaliser une analyse des rejets sur l'ensemble des paramètres de l'arrêté.</p> <p>L'exploitant mettra en place un rejet canalisé avec un point de prélèvement pour la partie pilote. La synthèse des analyses de ce rejet sera transmise à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 9 : VLE eaux déminéralisation, vannes et pluviales propres (rejet n°1)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance eau
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites suivantes (en mg/Nm ³) : <ul style="list-style-type: none">- MES : 600- DCO : 2000- DBO5 : 800- HCT : 5- Nglobal : 150- Ptot : 50
Constats : L'analyse des rejets pour l'année 2023 a été transmise en amont de l'inspection et ne présente pas de dépassement des VLE prescrites dans l'arrêté de 2021 (en mg/Nm ³) : MES : 5 < 600 DCO : 6 < 2000 DBO5 : 3 < 800 HCT0 : 0.1 < 5 N globale : 1,6 < 150 Ph tot : 0,207 < 50 La prescription sus-mentionnée indique d'autres paramètres non intégrés dans le présent point de contrôle mais qui ne sont pour le moment inapplicables pour la raison suivante : les résultats d'analyse des rejets n° 3 des eaux industrielles se basent sur la convention de rejet et l'arrêté préfectoral de janvier 2021 (qui ne tient pas compte du projet de l'unité V70). Un nouveau contrat est prévu en 2024 avec la nouvelle convention et le démarrage de la nouvelle unité de production V70. Celui-ci prendra en compte l'ensemble des paramètres demandés par l'arrêté préfectoral de mai 2022.
Observations : La prise d'effet de la prescription aurait dû être différée pour tenir compte des délais nécessaires à la construction puis la mise en service de la nouvelle unité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : VLE des eaux pluviales de toiture et de voirie (rejet n°2)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance eau
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites suivantes (en mg/Nm ³) : <ul style="list-style-type: none">- MES : 35- DCO : 125- DBO5 : 30- HCT : 5 Périodicité de la mesure : Programme de surveillance arrêté par l'exploitant
Constats : Aucune analyse n'a été effectué pour les années 2022 et 2023, l'exploitant indique par ailleurs que, d'après l'arrêté préfectoral de 2022, le programme de surveillance est à sa propre discrétion. L'exploitant veillera, à l'avenir, à réaliser des mesures des paramètres fixés à l'article 3.3.1 de son

arrêté d'aurorisation en cohérence avec son programme de surveillance qui sera transmis à l'inspection dans le mois suivant la remise de ce rapport.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs sont relevés journalièrement. [...] Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 7 l/s/ha, soit 80,65 m³/h.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'eau est une des matières premières principales pour la fabrication des vernis alimentaires. Le principal rejet d'eau provient de la régénération du système de déminéralisation de l'eau pour la fabrication des résines. Pour l'année 2022, la consommation est de 23 000 m³ soit une moyenne de 63 m³/j environ. L'exploitant dispose d'un programme d'action visant à réduire sa consommation d'eau d'où une diminution observée de 4 000 m³ environ entre 2021 et 2022.</p> <p>Par ailleurs le débit de fuite de 7 l/s/ha, soit 80.65 m³/h, sera régulé par la pompe et le débitmètre en sortie de bassin de rétention des eaux pluviales comme évoqué dans les fiches de constat précédentes.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant indique néanmoins que le chantier en cours ne permettra pas d'observer des économies pour l'année en cours par rapport à l'année précédente.</p> <p>D'autre part, l'article 3.5.4 de l'arrêté préfectoral prescrit la remise d'un « diagnostic des consommations et étude technico-économique de réduction » comprenant un diagnostic détaillé des consommations d'eau des procédés industriels et des autres usages sur le site (usages domestiques, arrosages, lavages, recherche et développement). Au vu de la consommation d'eau anticipée du futur process de l'unité V70 l'exploitant veillera, le cas échéant, à disposer d'un plan d'action en cas d'épisode prolongé de sécheresse.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Déchets produits par l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes : [...] Eaux de nettoyage, 08 01 19* : 28 tonnes</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est constaté la production en 2022 de 157 tonnes de déchets « eaux de nettoyage » classés 08 01 19* avec un code de traitement R12. En comparaison, la production pour l'année 2021 est de</p>

67,6 tonnes. Cette quantité dépasse largement le seuil fixé dans l'arrêté préfectoral de 2021 fixée à 26 tonnes. **L'exploitant justifiera la raison d'un tel écart entre les valeurs de l'ancien arrêté préfectoral et la production de déchet réellement constatée. Il précisera notamment si cette situation est inhérente au rythme de production.**

Observations :

L'exploitant tient un registre commun à la partie « INDUSTRIAL » et « PACKAGING » du site. D'exploitation malaisée, ce registre mériterait d'être désuni en deux distincts pour en faciliter la lecture.

Concernant les déchets dangereux environ 390 tonnes ont été produits par l'entreprise courant 2022. La plupart des déchets sont envoyés à l'extérieur de la région et non dans des filières de proximité pour des raisons économiques selon l'exploitant.

Type de suites proposées : Susceptible de suite